

ANALYSE BUDGÉTAIRE

Nouvelle-Écosse : budget 2026

Des déficits plus importants et un risque d'endettement plus élevé : davantage de fuites dans le navire budgétaire

Par Randall Bartlett, économiste en chef adjoint, Kari Norman, économiste senior, et LJ Valencia, économiste

Le budget 2026 de la Nouvelle-Écosse montre clairement que la province des Maritimes a vu sa situation budgétaire se détériorer depuis l'an dernier (graphique 1). Les déficits devraient dépasser 1,2 G\$ cette année et l'an prochain, les dépenses excédant les projections du budget précédent alors que les revenus demeurent globalement inchangés. Les déficits devraient rester élevés par la suite. Rappelons que le Plan de stabilité financière vise à limiter la croissance des dépenses et à dégager jusqu'à 2,6 G\$ d'économies sur quatre ans. Malgré cela, l'augmentation des déficits et un changement comptable concernant les établissements de soins de longue durée devraient porter le ratio de la dette nette au PIB à 35,0 % cette année – en hausse par rapport à la projection de 34,3 % du budget précédent. Ce ratio devrait poursuivre sa trajectoire ascendante pour atteindre 39,4 % en 2026-2027 (EF 2027) et culminer à 45,4 % d'ici l'EF 2030. Le risque est donc réel de voir ce ratio clé dépasser les niveaux de l'Ontario ou du Québec (graphique 2). S&P avait récemment placé la province sous surveillance négative, en grande partie en prévision de ces développements, mais les autres agences n'ont pas modifié leurs cotes récemment. Voir le tableau 1 à la page 2 pour plus de détails.

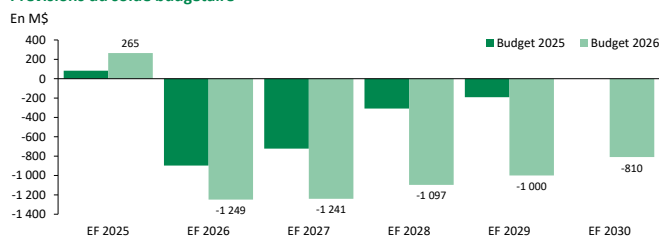
Prévisions de revenus : un bilan mitigé

Les perspectives économiques présentées dans le budget de 2026 de la Nouvelle-Écosse offrent un mélange de bonnes et de mauvaises nouvelles. Du côté positif, la province a bénéficié d'un point de départ économique plus solide qu'anticipé l'an dernier. Statistique Canada a nettement révisé à la hausse ses estimations historiques du PIB réel et nominal – les mesures les plus larges de l'assiette fiscale –, la Nouvelle-Écosse affichant l'une des plus fortes hausses en pourcentage parmi toutes les provinces. Mais les bonnes nouvelles s'arrêtent en grande partie là. La prévision de croissance du PIB a été révisée à la baisse par rapport au budget de 2025, notamment en raison d'une croissance démographique plus faible (tableau 2 à la page 2). Cela dit, nous jugeons que ces hypothèses économiques constituent une base prudente pour la planification budgétaire, puisqu'elles se situent sensiblement en deçà de [nos plus récentes projections](#) pour 2027.

Graphique 1

La Nouvelle-Écosse s'attend à un déficit encore plus important

Prévisions du solde budgétaire*



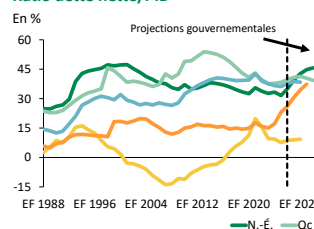
EF : exercice financier; * Solde budgétaire après réserve.

Ministère des Finances de la Nouvelle-Écosse et Desjardins, Études économiques

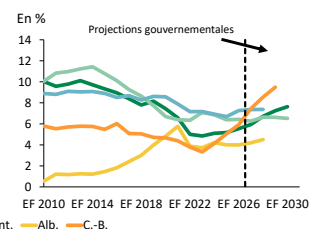
Graphique 2

Le fardeau de la dette de la Nouvelle-Écosse s'alourdit

Ratio dette nette/PIB*



Ratio du service de la dette sur le chiffre d'affaires total*



EF : exercice financier; * Les chiffres de la Colombie-Britannique proviennent du budget 2026. Ceux du Québec et de l'Ontario sont basés sur les projections de mi-exercice 2026. Ceux de l'Alberta proviennent du budget 2025. Documents budgétaires provinciaux et Desjardins, Études économiques

Tableau 1
Prévisions fiscales de la Nouvelle-Écosse

En M\$ (sauf si indiqué)	2025-2026		2026-2027		2027-2028		2028-2029		2029-2030
	Bud. 2025	Bud. 2026	Bud. 2025	Bud. 2026	Bud. 2025	Bud. 2026	Bud. 2025	Bud. 2026	Bud. 2026
Revenus totaux	16 506	16 594	17 265	17 354	17 934	17 669	18 369	18 352	19 076
Variation en %	-1,8	-3,4	4,6	4,6	3,9	1,8	2,4	3,9	3,9
Dépenses totales	17 569	18 170	18 148	18 932	18 395	19 103	18 713	19 683	20 210
Variation en %	3,7	5,2	3,3	4,2	1,4	0,9	1,7	3,0	2,7
Dépenses de programmes	16 495	17 105	16 926	17 770	17 053	17 763	17 238	18 186	18 583
Variation en %	3,7	5,2	2,6	3,9	0,8	0,0	1,1	2,4	2,2
Coûts du service de la dette	909	920	1 029	1 030	1 137	1 187	1 249	1 330	1 457
En % des recettes totales	5,5	5,5	6,0	5,9	6,3	6,7	6,8	7,2	7,6
Consolidation et ajustements comptables	366	327	361	387	353	387	353	380	375
Solde budgétaire – avant réserve	-698	-1 249	-522	-1 191	-108	-1 047	9	-950	-759
En % du PIB	-1,1	-1,8	-0,8	-1,7	-0,2	-1,4	0,0	-1,2	-1,0
Dette nette (% du PIB)	34,3	35,0	36,6	39,4	38,4	42,5	39,8	44,6	45,4
Réserve pour éventualités	-200	0	-200	-50	-200	-50	-200	-50	-50
Solde budgétaire – après réserve	-898	-1 249	-722	-1 241	-308	-1 097	-191	-1 000	-809
En % du PIB	-1,4	-1,8	-1,1	-1,7	-0,4	-1,5	-0,3	-1,3	-1,0
Dette nette (% du PIB)	34,6	35,0	37,2	39,5	39,3	42,7	40,9	44,8	45,7
Programme d'emprunt	3 171	3 028	3 678	3 441	4 124	4 763	3 666	3 979	3 297

Ministère des Finances de la Nouvelle-Écosse et Desjardins, Études économiques

Tableau 2
Projections économiques de la Nouvelle-Écosse

En %	2025	2026	2027
<u>Croissance du PIB réel</u>			
Budget 2025	2,0	1,8	
Budget 2026	1,8	1,5	1,5
<u>Croissance du PIB nominal</u>			
Budget 2025	4,7	4,3	
Budget 2026	5,0	3,4	3,7
<u>Croissance démographique</u>			
Budget 2025	0,9	0,8	
Budget 2026	1,0	0,6	0,5

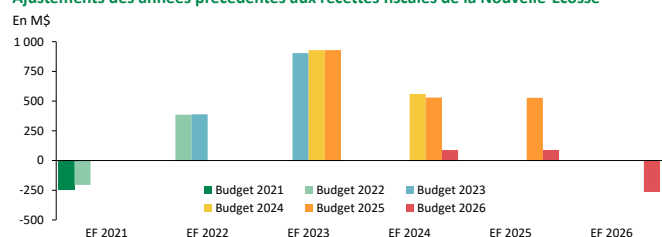
Ministère des Finances de la Nouvelle-Écosse et Desjardins, Études économiques

La trajectoire des revenus résulte d'un mélange de vents favorables économiques et de réductions d'impôt. Le total des revenus pour l'EF 2026 (16,6 G\$) est globalement conforme à la projection du budget précédent (16,5 G\$). Cela demeure toutefois inférieur de 3,4 % à l'estimation finale de l'exercice précédent, l'effet combiné de la réduction permanente d'un point de pourcentage du taux d'imposition des petites entreprises, de la baisse du taux de la taxe de vente harmonisée (TVH) et d'autres mesures d'allègement fiscal s'étant matérialisé (pour un montant de 1 400 \$ par famille, soit 681 M\$ à l'EF 2027. Et, malheureusement, le vent favorable provenant des révisions historiques des revenus semble s'être estompé, mettant fin à une série de surprises positives (graphique 3). Plus loin à l'horizon, les revenus totaux pour l'EF 2027 sont projetés à 17,4 G\$, soit une hausse de 4,6 % d'une année à l'autre par rapport à l'estimation pour l'année en cours. Cette augmentation découlerait principalement d'une progression anticipée de 5,6 % des revenus autonomes, à laquelle s'ajouterait une hausse plus modeste de 2,8 % des transferts fédéraux. À plus long terme,

Graphique 3

L'ère des surprises positives en matière de revenus semble toucher à sa fin

Ajustements des années précédentes aux recettes fiscales de la Nouvelle-Écosse



EF : exercice financier
Ministère des Finances de la Nouvelle-Écosse et Desjardins, Études économiques

après une progression modérée projetée de 1,8 % des revenus totaux à l'EF 2028, on s'attend à deux hausses consécutives du prélèvement fiscal de 3,9 %.

Dépenses de programmes : nouvelles mesures et certaines économies

À la suite d'une hausse estimée de 5,2 % des dépenses de programmes pour l'EF 2026 (à 17,1 G\$), le gouvernement de la Nouvelle-Écosse prévoit accroître ses dépenses hors service de la dette de 3,9 % pour l'EF 2027 (à 17,8 G\$).

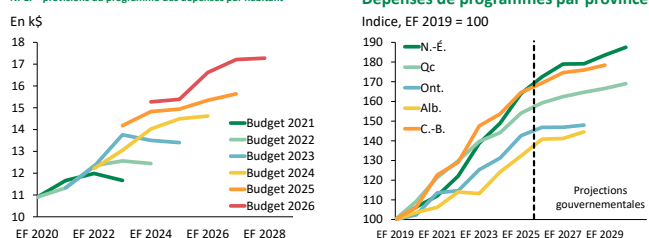
L'augmentation anticipée des dépenses est généralisée. Par la suite, la province entend freiner la progression des dépenses de programmes à une moyenne annuelle de 1,5 % au cours des trois exercices suivants. Le poste le plus important du plan financier s'élève à 1,2 G\$ pour l'expansion des infrastructures de santé à Halifax et au Cap-Breton. Le budget prévoit également 874 M\$ pour la construction de 5 700 nouvelles places régulières et de remplacement en soins de longue durée d'ici 2032, sept nouveaux établissements devant ouvrir leurs portes cette année. Le profil des dépenses par habitant de la

Nouvelle-Écosse a de nouveau augmenté par rapport au plan de l'an dernier (graphique 4). Cela a contribué à placer les dépenses de programmes de la province sur une trajectoire globalement plus élevée que celle des autres provinces, et ce, malgré un net ralentissement de la croissance démographique appelé à perdurer sur l'horizon de prévision. De plus, les chiffres globaux de dépenses intègrent les réductions prévues au titre du Plan de stabilité financière, qui vise à limiter la croissance des dépenses et à dégager jusqu'à 2,6 G\$ d'économies sur quatre ans.

Graphique 4

Les dépenses par habitant consacrées aux programmes continuent d'augmenter

N.-É. – prévisions du programme des dépenses par habitant



EF : exercice financier; * Les chiffres du Québec, de l'Ontario et de l'Alberta sont basés sur les projections de mi-exercice 2026.
Statistique Canada, documents budgétaires provinciaux et Desjardins, Études économiques

Parallèlement à des dépenses de programmes élevées, les coûts du service de la dette ont été légèrement révisés à la hausse par rapport au budget de 2025. Ils devraient représenter plus de 7 % des revenus totaux dans les dernières années de l'horizon, contre 5,5 % à l'EF 2026.

Programme d'emprunt en hausse

Les dépenses en immobilisations devraient atteindre 3,5 G\$ à l'EF 2027, principalement pour les infrastructures de santé, le logement public et d'autres projets essentiels, dans le sillage des investissements prévus de 2,35 G\$ pour l'EF 2026. Cette stratégie vise à moderniser des infrastructures critiques tout en protégeant contre de futurs chocs les services sur lesquels les Néo-Écossais comptent.

La Nouvelle-Écosse élargit son programme d'emprunt : les besoins de financement avant imprévus sont désormais projetés à 3,4 G\$ pour l'EF 2027, 4,7 G\$ pour l'EF 2028 et 3,9 G\$ pour l'EF 2029 – soit un total supérieur de 1,2 G\$ à la projection du dernier budget sur trois ans –, et à 3,2 G\$ pour l'EF 2030. Bien que la province conserve la capacité d'emprunter sur les marchés étrangers, le marché canadien des titres de dette devrait constituer la principale source de financement afin d'éliminer le risque de change. Aucun retrait du fonds d'amortissement discrétionnaire n'est prévu, lequel affiche actuellement un solde d'environ 1,05 G\$.